L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GENERAL.—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 26 MARS 1850.

Imprimé et publié par
MAGNY & WEILL,
No. 55, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 26 MARS.

AFFAIRE DES NOTAIRES.

Un des deux notaires, M. Beaudon, a donné sa démission de M. F. Percy, ne pouvant obtenir de celui-ci volontairement la donation de ses minutes et registres, a obtenu un writ de M. Janvier, et l'huissier a été appelé hier soir à les saisir.

Si l'on s'en rapporte aux discours en faveur de la résolution, exposant l'article 50 de la Convention qui annule le terme de cinq ans pour les fonctionnaires nommés par la Convention, on s'attend à quelque chose.

MM. Chevallier et Rost ont été pris à partie par le défendeur. L'argumentation de MM. Chevallier et Rost ne peut se résumer ainsi : Le Gouvernement a le pouvoir de révoquer ceux qui lui déplaisent, et Rost a prétendu que ceux qui lui avaient déplu pouvaient être révoqués par la Législature en vertu de la Convention. On ne trouve nulle part dans la Convention que le Gouverneur ait le pouvoir de révoquer.

L'article 50 dit : "Le Gouverneur désignera et, avec l'avis et le consentement du Sénat, nommera tous les fonctionnaires dont les places n'ont pas été ou ne seront pas autrement pourvues par cette autre disposition de la présente Constitution."

Il est entendu toutefois, que les fonctionnaires ainsi nommés ne tiendront leurs places que pendant le terme du mandat du Gouverneur qui les aura nommés.

Il est aussi entendu que tous les fonctionnaires nommés par le Gouverneur, avant la fin de son mandat, pourront être révoqués par lui.

Il est entendu, toutefois, que le Gouverneur ne pourra révoquer les fonctionnaires nommés par lui, sans le consentement du Sénat, excepté pendant les vacances du Sénat.

L'article 50 dit : "Le Gouverneur désignera et, avec l'avis et le consentement du Sénat, nommera tous les fonctionnaires dont les places n'ont pas été ou ne seront pas autrement pourvues par cette autre disposition de la présente Constitution."